



DOSSIER

Memorias, representaciones y guerras civiles: los ejemplos finlandés, griego y argentino

Civil War Memories and Representations: The Finnish, Greek and Argentinian Examples

LES VIOLENCES DE LA GUERRE CIVILE FINLANDAISE: ENJEUX D'HISTOIRE, ENJEUX DE MEMOIRE

Maurice CARREZ

Université de Strasbourg – IEP -
UMR 7367 DynamE

LAS VIOLENCIAS DE LA GUERRA CIVIL FINLANDESA: LOS RETOS HISTÓRICOS Y MEMORIALES

THE FINNISH CIVIL WAR VIOLENCES: HISTORICAL AND MEMORIAL CHALLENGES

Recibido: 17/11/2014. Aceptado: 17/12/2014

Cómo citar este artículo/Citation:

Carrez, Maurice (2015). Les violences de la guerre civile finlandaise: enjeux d'histoire, enjeux de mémoire, *Hispania Nova*, 13, pág. 247-265, en <http://www.uc3m.es/hispanianova>

Copyright: © HISPANIA NOVA es una revista debidamente registrada, con ISSN 1138-7319 y Depósito Legal M 9472-1998. Los textos publicados en esta revista están –si no se indica lo contrario– bajo una licencia [Reconocimiento-Sin obras derivadas 3.0 España](https://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es) de Creative Commons. Puede copiarlos, distribuirlos y comunicarlos públicamente siempre que cite su autor y la revista y la institución que los publica y no haga con ellos obras derivadas. La licencia completa se puede consultar en: <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es>

Resumen: La guerra civil de 1918 fue un acontecimiento muy doloroso de la historia finlandesa. Los vencedores utilizaron cualquier medio para legitimar su acción y desvalorizar a sus adversarios. La investigación histórica, por consiguiente, fue durante mucho tiempo orientada por una memoria partidista. Este artículo hace una serie de propuestas para conseguir establecer una visión más equilibrada de aquel trágico acontecimiento, en particular analizando las causas de la guerra, las características de los diferentes bandos,

la significación real de las violencias y las precauciones que hay que tomar con la memoria del conflicto.

Palabras clave: Finlandia, guerra civil, violencias, memoria, víctimas.

Abstract: The civil war of 1918 was a very painful episode in Finnish history. The winners did everything to justify their actions and to criticize their opponents. Historical research has long been under the weight of this partisan memory. This article aims to identify ways to achieve a more balanced view of this tragic event by questioning its causes, the respective nature

of the opposing forces, the real meaning of violence, and the traps and pitfalls of memory.

Keywords : Finland, Civil War, violence, memory, victims..

1. INTRODUCTION

Le terme de Guerre civile finlandaise (*Suomen kansalaissota*) est la manière la moins polémique¹ de désigner un conflit qui oppose entre le 28 janvier et le 16 mai 1918, par armées interposées, deux pouvoirs politiques concurrents : la Délégation du Peuple (sociale-démocrate ou rouge), siégeant à Helsinki, et le Sénat de Vaasa (conservateur ou blanc), installé à Vaasa. Cet affrontement s'est déroulé en trois temps : le premier a vu les rouges lancer plusieurs offensives en direction des voies ferrées situées au nord du front (fin janvier – début février), le second a été marqué par une puissante contre-attaque des blancs qui se sont emparé pour finir de Tampere, l'un des principaux bastions rouges (fin février - fin mars), le troisième enfin a vu le débarquement d'une division allemande sur les côtes méridionales accélérer la défaite des rouges, pris en tenaille et soumis à une impitoyable répression (avril – mi-mai 1918)².

Sur le moment, la dureté des combats et la sauvagerie de la répression ne remplit guère les pages des journaux étrangers. Ceux-ci sont beaucoup plus préoccupés par les grandes batailles du front occidental où les hommes tombent par dizaines de milliers. Les 35 000 victimes finlandaises ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des pertes de la Grande Guerre. Les bourreaux le savent et en profitent pour fusiller et emplir les camps de détention. Ils ne commencent à réfléchir au problème que cela pourrait poser qu'au moment où l'étoile de l'allié allemand pâlit après les défaites de l'été 1918 sur le front occidental. Les plus lucides envisagent déjà la libération, voire l'amnistie de la plupart des prisonniers. Mais il faut d'abord trouver une justification au massacre qui puisse être audible dans une période nouvelle où les principes « démocratiques » et « wilsoniens » sont à la mode. Comme la Délégation du Peuple a eu des relations plutôt cordiales avec les bolcheviks et comme l'indépendance finlandaise est vue avec sympathie par les Alliés vainqueurs, un récit à usage interne et externe s'impose rapidement³ : complices des bolcheviks, les rouges n'auraient été que des cryptocommunistes brutaux qu'il aurait fallu mater pour éviter que le poison rouge se répande vers la Scandinavie ; il était nécessaire de surcroît de sauver l'indépendance toute fraîche du pays sous peine de retomber dans l'orbite russe. Malgré les excès, l'honneur aurait donc été sauf, la Finlande ayant confirmé sa place parmi les « nations civilisées ».

C'est ce scénario improbable qui est vendu à des générations entières d'écoliers et sert de crédo aux nouvelles autorités du pays. Il a marqué et marque encore en partie la mémoire collective en Finlande, malgré l'existence de mémoires concurrentes et malgré les recherches sérieuses entreprises

¹ Le terme utilisé à titre officiel, y compris aux Archives nationales, est *Vapaussota* (Guerre de libération) ; c'est le terme créé par la propagande blanche dès 1918. Les rouges utilisent dans leurs publications des années 20 et 30 le terme de *Luokkasota* (Guerre de classe).

² Pour plus de détails : Pertti HAAPALA et Tuomas HOPPU, *Suomen Kansalaissodan pikkujättiläinen (Le Petit Géant de la guerre civile finlandaise)*, Helsinki, WSOY, 2010 ; Anthony UPTON, *Vallankumous Suomessa 1917-1918 (La révolution finlandaise 1917-1918)*, Helsinki, Kirjayhtymä, 1981 (traduction de *The Finnish Revolution*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1980) ; Jussi T. LAPPALAINEN, *Punakaartin sota (La guerre de la Garde rouge)*, 2 tomes, Helsinki, Valtionpainatuskeskus, 1981.

³ Aapo ROSELIUS, *Isänmaallinen kevät : vapaussotamyytin alkulähteillä (Le printemps patriotique : les débuts du mythe de la Guerre de Libération)*, Helsinki, Tammi, 2013.

depuis plusieurs décennies⁴. Cette confusion entretenue entre l'histoire et la mémoire pose d'ailleurs un défi aux historiens d'aujourd'hui : comment éviter les pièges d'une explication simpliste sans apparaître comme un thuriféraire de l'autre camp, un destructeur de rêve ou un ennemi de la Patrie ? Comment parvenir à convaincre sans heurter ? Nous allons essayer dans cet article de proposer quelques pistes à partir desquelles une telle entreprise peut avoir selon nous des chances d'aboutir.

2. AVOIR UNE VISION EQUILIBREE DES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE

Cette démarche est l'un des enjeux majeurs des recherches sur cette période car elle conditionne l'interprétation générale qui en est faite. De notre point de vue, les tensions internes à la société finlandaises ont joué un rôle important dans le déclenchement du drame, et pas seulement celles nées dans les conditions très particulières de la Première Guerre mondiale. Cette affirmation contredit au demeurant l'hypothèse selon laquelle la Guerre civile ne serait au fond qu'un incident malheureux, une parenthèse négative dans une évolution positive sur le long terme. Un tel raisonnement ne touche pas seulement les auteurs pour qui une révolution est de toute façon une erreur historique⁵ ; il peut prendre le masque d'un discours plus subtil. Ainsi, l'idée que la Finlande était depuis les années 1870 sur la voie d'un progrès économique et social capable de résoudre à lui seul les contradictions existant au sein de l'ancienne société agraire en voie de déliquescence n'est qu'un avatar de l'hypothèse précédemment évoquée. Certes, il convient de prendre en compte ce que nous dit un Risto Alapuro sur le caractère intégrateur de la société citoyenne⁶ ou un Pertti Haapala sur la tendance à la réduction des inégalités sociales avant 1914⁷ ; leur approche est crédible et solidement étayée. Mais il convient de se souvenir aussi que ce n'est pas l'importance en soi des inégalités, mais l'image que s'en font les contemporains qui est décisive dans l'émergence des mouvements sociaux. Il ne s'agit pas ici de prétendre que seules les représentations sont opérantes dans l'interprétation historique⁸, mais de constater un fait. D'ailleurs, dans la Finlande du début du XX^e siècle, les inégalités ne sont pas une simple vue de l'esprit car la société est marquée par la pauvreté du plus grand nombre⁹. Une partie importante de la paysannerie n'a pas de terres en propre et vit dans la précarité¹⁰ ; les salaires ouvriers

⁴ Maurice CARREZ, " La mémoire de la Première Guerre mondiale en Finlande et son évolution depuis les dernières décennies du XX^e siècle ", à paraître fin 2014 dans un numéro spécial de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* sur les mémoires de la Première Guerre mondiale en Europe.

⁵ Anthony UPTON, *Vallankumous...*, op. cit. ; Markku KUISMA, *Sodasta syntynyt: Itsenäisen Suomen synty Sarajevon laukauksista Tarton rauhaan 1914–1920*, Helsinki, WSOY, 2010.

⁶ Risto ALAPURO (dir.), *Kansan liikkeessä. Miten suomalaisista tuli suomalaisia (Le peuple en mouvement. Comment les Finlandais sont devenus des Finlandais)*, Helsinki, Kirjayhtymä, 1989.

⁷ Pertti HAAPALA, *Tehtaan valossa. Teollistuminen ja työväestön muodostuminen Tampereella 1820-1920 (À la lumière de l'usine. Industrialisation et formation de la classe ouvrière à Tampere 1820-1920)*, Tampere, Vastapaino, 1986.

⁸ Jari EHRNROTH, *Sanan vallassa, vihan voimalla. Sosialistiset vallankumousopit ja niiden vaikutus Suomen työväenliikkeessä 1905-1914 (Sous l'empire du verbe et avec la force de la haine. Les enseignements révolutionnaires socialistes et leur influence sur le mouvement ouvrier finlandais 1905-1912)*, Helsinki, SHS, 1992.

⁹ Maurice CARREZ, *La classe ouvrière finlandaise entre 1880 et 1920. Approche matérielle d'un concept historique*, 3 volumes, thèse, 1987.

¹⁰ Viljo RASILA, *Torpparikysymyksen ratkaisuvaihe. Suomen torpparikysymys vuosina 1909-1918 (La phase décisive du règlement de la question des métayers. La question du métayage en Finlande 1909-1918)*, Helsinki,

permettent à peine d'assurer les besoins les plus fondamentaux ; le sous-emploi, souvent sous-estimé, est un problème récurrent¹¹. À l'inverse, les plus citoyens les plus riches disposent jusqu'en 1918 de privilèges politiques importants, en particulier dans le domaine de la gestion municipale¹². Cette situation explique non seulement la progression rapide des idées socialistes en Finlande après 1900, mais également l'âpreté des luttes politiques entre le parti social-démocrate (SDP), qui exploite un mécontentement somme toute légitime, et ses adversaires de droite, qui pensent que les réformes sociales peuvent ouvrir la boîte de Pandore.

Ces facteurs structurels ne sont toutefois pas la seule source d'explication. Certains événements laissent des traces fortes dans la mémoire collective et aiguisent les préjugés réciproques entre camps opposés. Il en va ainsi des troubles de 1905-1906 dans le Grand-Duché. Lors de la « Grande grève patriotique » de novembre 1905, nationalistes et sociaux-démocrates agissent d'abord de concert pour obtenir l'abolition du Manifeste de Février et des lois d'exception de Bobrikov¹³. Mais, des divergences apparaissent dès les premiers jours sur la suite à donner. Le Parti social-démocrate (SDP) milite en effet pour assortir cette première victoire de mesures sociales que les « partis bourgeois » refusent ou remettent à plus tard. Le maintien de l'ordre, d'abord confié dans la capitale à des milices mixtes, est un autre point d'achoppement. La droite ayant décidé de créer ses propres Gardes civiques, elles entrent en conflit larvé avec les Gardes rouges du capitaine Kock, sympathisant des SR russes. En août 1906, au moment de la révolte des marins de la forteresse de Viapori, les deux troupes en viennent à échanger des coups de feu sur le marché populaire de Hakaniemi, à Helsinki. Il y a plusieurs morts, des blessés et de nombreuses arrestations¹⁴. Ces événements, dont la violence n'est en rien comparable à celle de 1918, laissent cependant un souvenir très amer chez les protagonistes ; ils sont évoqués à de nombreuses reprises dans les campagnes électorales d'avant-guerre.

La conjoncture de l'année 1917 envenime très rapidement les rapports entre le SDP et la droite, associée le plus souvent aux agrariens. L'éclatante victoire électorale des socialistes en 1916 a déjà fortement inquiété les formations conservatrices. Comme le parlement n'est pas réuni, la portée de l'événement est d'abord limitée. Mais la chute du tsar, début mars 1917, ouvre une ère nouvelle où les socialistes sont en mesure pour la première fois de mener le jeu politique. Ceux-ci ne souhaitent pourtant pas prendre seuls la direction du pays car la situation alimentaire et économique du pays s'est fortement dégradée. De ce fait est mis en place un gouvernement autonome (appelé Sénat) où les différents courants politiques cohabitent. Il est dirigé par un socialiste, Oskari Tokoi, dirigeant de la

Kirjayhtymä, 1970 ; Matti PELTONEN, *Talolliset ja torpparit : vuosisadan vaihteen maatalouskysymys Suomessa (Paysans propriétaires et métayers : la question agricole en Finlande au tournant du siècle)*, Helsinki, SHS, 1992, pp. 266-285.

¹¹ Maurice CARREZ, *La classe...*, op. cit., troisième partie, chap. 2.5, pp. 334-358.

¹² Les municipalités sont élues alors au suffrage censitaire et chaque électeur dispose d'un nombre de voix proportionnel au montant de l'impôt qu'il paye. Dans les principales villes, le système est clairement ploutocratique.

¹³ Pertti HAAPALA et alii (dir.), *Kansa kaikkivaltias : Suurlakko Suomessa 1905 (Le Peuple tout puissant : la Grande Grève de 1905 en Finlande)*, Helsinki, 2008, pp. 15-42 (" Mitä tapahtui " – Les événements).

¹⁴ Erkki SALOMAA, *Viaporin kapina : 60 tuntia vallankumousta (Le soulèvement de Viapori : 60 heures de révolution)*, Helsinki, Kansankulttuuri O.Y., 1965.

centrale syndicale SAJ, mais comprend la moitié de « sénateurs » issus des rangs des autres partis¹⁵. Rapidement, cette cohabitation devient délicate. Les désaccords portent d'abord sur la gestion de la crise alimentaire (devenue dramatique à la suite du blocus allemand et de la désorganisation de l'économie russe) ; les socialistes sont enclins à vouloir augmenter les pouvoirs des commissions communales de ravitaillement, ce que refuse la clientèle des partis conservateurs qui crie à l'ingérence et au despotisme. Ils concernent également les mesures sociales votées par le parlement ; la droite estime qu'elles sont prématurées, voire démagogiques, mais surtout qu'elles alimentent la surenchère des ouvriers urbains ou agricoles, de plus en plus enclins à se mettre en grève pour faire avancer leurs revendications. De ce point de vue, le blocage apparaît total et radicalise les milieux populaires, furieux de voir l'application des réformes attendues toujours différée. Le désaccord porte également sur la question de l'indépendance. Le 20 avril 1917, devant les députés, Oskari Tokoi évoque la perspective rapide de l'indépendance, ce qui vaut d'ailleurs à son parti les critiques des participants à la conférence de paix de Stockholm¹⁶. La droite y voit sa volonté de rompre avec le gouvernement provisoire russe pour mieux dominer ensuite la politique intérieure ; elle freine des quatre fers, à l'exception d'une minorité d'activistes et des députés de l'Union agraire. Le 17 juillet 1917, une majorité se dégage pourtant en faveur de la Loi sur la répartition des pouvoirs (*valtalaki*) rédigée par le dirigeant socialiste Otto Kuusinen. Ce texte que les sociaux-démocrates ne veulent pas faire ratifier par le gouvernement provisoire, dont ils estiment la chute prochaine, n'exige pas l'indépendance immédiate, mais la souveraineté du parlement finlandais dans les affaires intérieures. Les partis bourgeois, dans leur majorité, y sont hostiles car ils craignent des représailles russes et ne veulent pas être dessaisis par leurs adversaires du prestige que le combat nationaliste leur a conféré. Ils parient en fait sur une stabilisation du pouvoir en Russie qui leur serait plus favorable pour reprendre la main. Appuyés sur le ministre finlandais à Saint-Pétersbourg, Enckell, ils négocient en sous-main la dissolution du parlement afin d'organiser dans les trois mois de nouvelles élections législatives où ils espèrent retrouver la majorité. Cet acte gravissime met le feu aux poudres, d'autant qu'il se double d'un durcissement de l'électorat conservateur qui commence à créer des groupes armés contre les grévistes, en particulier dans les campagnes et réclame à corps et à cris la dissolution des milices de maintien de l'ordre, trop favorables, à leurs yeux, aux sociaux-démocrates. Entre août et octobre 1917, la tension ne fait que s'exacerber : des émeutes de la faim éclatent, des gardes ouvrières commencent à faire face aux gardes blanches, le SDP lui-même voit le fossé s'agrandir entre son aile réformiste et le comité directeur du parti, plus sensible aux revendications populaires¹⁷. La courte défaite sociale-démocrate aux élections d'octobre est vécue comme une injustice par la base du parti et l'électorat. Les résultats sont contestés un peu partout à l'échelle locale et certains leaders socialistes envisagent une prise du pouvoir par la force pour contrer l'« offensive bourgeoise ». Début novembre, la direction et le groupe parlementaire du SDP présentent le manifeste « Nous exigeons » (*Me vaadimme*) dans lequel sont réclamés la promulgation en urgence des lois sociales votées au printemps, l'adoption de la *Valtalaki* et le démantèlement des

¹⁵ Nous ne partageons pas sur ce point les analyses d'Anthony UPTON, *Vallankumous...*, *op. cit.*, qui voit dans cette participation au gouvernement une forme d'aventure prématurée.

¹⁶ Ceux-ci dénoncent l'« orientation nationaliste » des camarades finlandais : Branting et Kautsky y vont de leur couplet contre l'égoïsme du SDP vis-à-vis de la révolution russe. Les zimmerwaldiens présents et Karl Radek se déclarent surpris. Hannu SOIKKANEN, *Kohti kansanvaltaa (Vers la démocratie)*, tome 1 1899-1937, Helsinki, SDP :n puoluetöimikunta, 1975, p. 215.

¹⁷ Pour ce qui précède, voir Anthony UPTON, *Vallankumous...*, *op. cit.*, tome 1, chap VI ; Maurice CARREZ, *La fabrique d'un révolutionnaire*, Toulouse, Éditions Méridiennes, 2008, tome 2, chap. X, pp. 549-609.

milices bourgeoises. La nouvelle majorité parlementaire étant restée sourde à cet appel, une grève générale est lancée sous la direction d'un Conseil central révolutionnaire et l'organe central de la SAJ. Durant près d'une semaine, les violences se multiplient, des « gardes rouges » reconstituées s'emparent des points stratégiques de certaines villes. L'opinion conservatrice est effrayée, d'autant plus qu'en Russie, les bolcheviks viennent de prendre le pouvoir. Les dirigeants de droite, qui ont continué en octobre à traiter avec un Kerenski aux abois, se préparent de leur côté au coup dur : le 27 octobre arrive d'Allemagne un premier bateau chargé d'armes et de Chasseurs, ces volontaires partis depuis 1915 combattre la Russie aux côtés du *Reich*¹⁸. Profitant des hésitations de la direction sociale-démocrate, très partagée sur les moyens d'agir, le nouveau président du Sénat, le germanophile Svinhufvud, décide de brusquer les choses en déclarant unilatéralement l'indépendance début décembre. Cet acte a l'apparence du patriotisme, mais il est en fait surtout dirigé contre les bolcheviks et le mouvement ouvrier finlandais, désormais coupé de son principal appui potentiel. Si la déclaration d'indépendance n'est pas combattue en soi, elle est critiquée par le SDP qui voit dans la façon dont elle est faite un danger pour les rapports futurs avec le grand voisin. Mais ce nouveau point de désaccord n'est pas vraiment à l'origine de la brusque remontée des tensions en janvier 1918. En réalité, ce qui fait basculer la direction sociale-démocrate, poussée par sa base, à choisir l'option révolutionnaire, c'est le projet de la droite de créer une armée finlandaise à partir des gardes blanches et des chasseurs revenus d'Allemagne. Les sociaux-démocrates y lisent la volonté de réduire le mouvement social au silence et d'établir rapidement un pouvoir bourgeois autoritaire. Cette crainte n'est pas infondée, comme la suite le prouvera. Toujours est-il que le comité directeur du SDP tergiverse longtemps avant de trancher. Et lorsqu'il prend la décision effective de s'appuyer sur les gardes rouges pour s'emparer quelques mois du pouvoir afin de promulguer les lois sociales déjà votées, de désarmer les gardes blanches et d'imposer de nouvelles élections générales, la guerre civile est déjà effective depuis une semaine en Carélie et commence en Ostrobotnie, sous l'égide du nouveau chef d'état-major de l'armée blanche, le baron Mannerheim¹⁹.

Nous pouvons voir, au travers de tous ces éléments, que les origines de la guerre civile peuvent effectivement être considérées comme issues de circonstances particulières, mais qu'elles doivent aussi être interprétées à la lumière de facteurs structurels qui ont constitué un terreau fertile à l'éclatement d'un affrontement. Il n'y avait donc aucune fatalité à l'éclatement d'une guerre civile en Finlande, mais la probabilité d'un affrontement violent entre groupes sociaux et partis politiques n'était pas à écarter depuis deux décennies, malgré l'existence de contrefacteurs tels que la croissance économique et la volonté d'intégration des milieux populaires.

3. MIEUX COMPRENDRE CE QUI OPPOSE LES DEUX POUVOIRS ANTAGONISTES

Cette démarche est décisive pour faire la part entre représentations et réalités concrètes. Analyser en effet la nature de ces pouvoirs et des forces armées qui les soutiennent est un premier pas vers une compréhension de leurs intentions et des moyens qu'ils se donnent pour légitimer leur violence.

¹⁸ *Ibidem* ; Matti LACKMAN, *Suomen vai Saksan puolesta ? Jääkäreiden tuntematon historia (Pour la Finlande ou pour l'Allemagne ? L'histoire inconnue des Chasseurs)*, Keuruu, Otava, 2000, chap VIII.

¹⁹ Stig JÄGERSKIÖLD, *Mannerheim (1867-1951)*, Paris, Michel de Maule, 1998, pp. 82-84 ; Jussi T. LAPPALAINEN, *Punakaartin...*, *op. cit.*, tome 1, pp. 37-48.

Dans l'esprit des dirigeants rouges, la révolution est un acte défensif, une solution de dernier recours. Elle n'est pas non plus conçue à partir d'un modèle de type bolchevique, ni semblable aux soulèvements hongrois ou berlinois de l'année suivante. La déclaration faite le 29 janvier 1918 par la Délégation du Peuple, son principal organe politique, appelle à « *un soutien des masses* » et promet de suivre « *les règles du jeu démocratique* ». Elle ne fait pratiquement pas référence au socialisme, si ce n'est en promettant des réformes sociales qui s'en inspirent²⁰. Dans sa symbolique néanmoins, elle assume l'héritage ouvrier et la lutte de classe, mais sans prôner la dictature du prolétariat. Le projet de constitution élaboré en février par Kuusinen s'inspire du modèle suisse (démocratie citoyenne), un peu des idées républicaines françaises de 1870-1871 (par exemple, l'autonomie communale) et aussi de certains passages de la constitution américaine²¹. L'organe dirigeant est la *Kansanvaltuuskunta* ou Délégation du Peuple. Ce terme est volontairement emprunté à la tradition finlandaise, de façon à éviter l'amalgame avec le terme de Commissariat, employé par les Russes. La DP est assistée par le *Työväen Pääneuvosto*, le Grand Conseil des Travailleurs, sorte de pouvoir législatif représentant les principales organisations ouvrières. Le territoire sous contrôle rouge, c'est-à-dire la Finlande méridionale au sud d'une ligne Pori - Vyborg, est lui-même découpé en départements et communes dirigés par des « délégations » locales. L'autonomie communale, très large, est garantie par la loi²². Grâce au nombre élevé de militants sociaux-démocrates, y compris dans les zones rurales, le SDP est d'emblée en mesure de contrôler les deux tiers des communes incluses dans la zone rouge. C'est un facteur important de stabilité. Les risques de désordre sont ainsi limités et la mise en œuvre des directives centrales à peu près assurée sauf, il est vrai, dans la phase terminale de la révolution. La déclaration du 29 janvier met fin pour sa part aux anciens tribunaux, remplacés par des tribunaux populaires dont le but est de « *réconcilier les humbles avec la justice* ». La peine de mort est abolie. La démocratisation du système scolaire fait l'objet d'une nouvelle législation. Les pouvoirs de police sont provisoirement assurés par les Gardes rouges locales. Le recours à la démocratie directe se manifeste dans les grandes réunions de masse qui accompagnent les principales décisions du régime. L'apparence démocratique du pouvoir a toutefois des limites. Les dirigeants ont le plus grand mal à contrôler les débordements de la « terreur rouge » au tout début et à la fin du processus révolutionnaire. La Délégation du Peuple toutefois exprime sa réprobation face aux exécutions sommaires, sauf à l'extrême fin du conflit quand elle n'a de toute façon plus aucune prise sur les événements. La conduite de la

²⁰ La Délégation du Peuple fait connaître ses intentions en matière de réformes dès le 29 janvier. Son programme comprend dix points : briser la bureaucratie d'État, rénovier la justice, démocratiser la législation, réformer l'impôt au profit des plus pauvres, établir une assurance accidents et une assurance vieillesse, développer la scolarisation, libérer les métayers, mettre le capital bancaire au service de la collectivité, rétablir la discipline au travail, socialiser certains secteurs économiques si le besoin s'en fait sentir. Le 11 février, un débat de la KV sur la socialisation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires aboutit à l'adoption, par 7 voix contre 6, du projet assez modéré d'Eero Haapalainen. Osmo RINTA-TASSI, *Kansanvaltuuskunta punaisen Suomen hallituksena (La Délégation du Peuple comme gouvernement de la Finlande rouge)*, Helsinki, Valtionpainatuskeskus, 1986, pp. 323-330.

²¹ En français, voir Maurice CARREZ, " Les images du pouvoir dans la Finlande rouge de 1918 ", *Territoires contemporains*, n°6, 1998, pp. 91-98.

²² Un article du *Sosialidemokraatti*, daté du 14 février 1918, y insistait : « *chaque commune formera en propre une petite république, dans le cadre de l'État républicain finlandais. Elle gèrera ses propres affaires, choisira sa police, ses représentants de l'ordre, pourra exercer sa justice au travers de tribunaux de juges de paix. La tâche de l'État sera seulement de veiller à ce que le droit et la liberté des communes restent inviolés. En un mot, la commune formera le fondement de toute vie étatique saine* ».

guerre impose par ailleurs une surveillance assez stricte des populations et une limitation des déplacements. Fin avril, quand la situation militaire devient désespérée, est en outre institué un dictateur, en la personne de Kullervo Manner. La centralisation des décisions politiques majeures dans les mains d'un groupe d'hommes assez restreint est au demeurant une réalité dès l'origine. La seule organisation politique autorisée est le SDP. Notons enfin que plusieurs milliers de personnes sont mises aux arrêts ou surveillées à titre préventif. Le pouvoir rouge montre toutefois d'assez bonnes dispositions sur le plan de la gestion, quoi que ses adversaires en aient dit. Les usines les plus importantes assurent une production malgré les nombreux obstacles nés de la guerre. Edvard Gylling s'efforce de surmonter les invraisemblables difficultés financières auxquelles son gouvernement est confronté. Pour tenter de régler le mieux possible la crise alimentaire, on établit des commissions d'approvisionnement dans chaque localité. Elles sont dotées de larges pouvoirs d'investigation, qui provoquent quelquefois des abus et enracinent chez certaines victimes des haines inexpiables. Néanmoins, le rationnement est établi sur des bases plus équitables, la gestion des stocks est rendue plus transparente et des négociations sont ouvertes avec la Russie pour s'approvisionner en Sibérie. Mais il est déjà trop tard pour redresser fondamentalement la situation. La Délégation du Peuple est attentive aussi à l'établissement de liens internationaux, sans œillères idéologiques. Dans les négociations avec les Russes, elle montre son attachement à l'indépendance du pays et fait même des demandes concrètes pour le rattachement de la Carélie à la Finlande rouge. Elle tente en outre de nouer des contacts avec l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suède tout en traitant avec courtoisie les diplomates bloqués en Finlande. Les problèmes sont toutefois insolubles. Les Russes se trouvent eux-mêmes dans de très graves difficultés et sont prisonniers des accords de Brest-Litovsk. Les diplomates occidentaux ne veulent avoir affaire qu'au gouvernement de Svinhufvud et la Suède jette son dévolu sur les îles Åland. Dès la fin mars, sont mis en débat des projets de compromis avec le gouvernement de Vaasa, bien que la Délégation du Peuple ait refusé la médiation des sociaux-démocrates suédois en février après de longues délibérations²³. L'examen, même rapide, de tous ces éléments montre que la caricature d'un pouvoir révolutionnaire incapable et violent par nature ne tient pas. Certes, il n'est pas angélique et s'est imposé par la force. Il doit aussi tenir compte de la pression de gardes rouges indisciplinés et parfois violents. Mais il dispose d'une légitimité aux yeux de nombreux Finlandais parce qu'il veut prendre à bras le corps, dans des circonstances dramatiques, des problèmes dont la résolution est d'une urgence absolue. Son échec final ne disqualifie donc pas la totalité de ce qu'il a entrepris.

Le gouvernement de Vaasa²⁴, bien que dominé par des monarchistes conservateurs, n'est pas à proprement parler un pouvoir dictatorial. Il essaie au contraire de se donner l'allure d'une instance continuant l'œuvre du Sénat de Svinhufvud : il tient des réunions régulières même pendant l'absence prolongée de son chef qui, ayant fui la capitale en passant par l'Estonie puis l'Allemagne, n'arrive qu'un

²³ Pour le paragraphe qui précède, la meilleure source reste Osmo RINTA-TASSI, *Kansanvaltuuskunta...*, op. cit., chap VI. Pour ce qui est de la politique extérieure, on peut consulter avec profit Eino KETOLA, *Kansalliseen kansanvaltaan. Suomen itsenäisyys, sosialidemokratit ja Venäjän vallankumous 1917 (Vers la démocratie nationale. L'indépendance finlandaise, les sociaux-démocrates et la révolution russe en 1917)*, Helsinki, Tammi, 1987.

²⁴ Ohto MANNINEN, "Taistelevat osapuolet" (Les parties en présence), *Itsenäisyyden vuodet 1917-1920 (Les années de l'indépendance 1917-1920)*, tome 2 *Taistelu vallasta (La lutte pour le pouvoir)*, Helsinki, Valtionpainatuskeskus, 1993 ; Sami SUODENJOKI, "Siviilihallinto" (Le gouvernement civil), in Pertti HAAPALA & Tuomas HOPPU (dir.), *Sisällissodan ...*, op. cit., pp. 246-269.

bon mois plus tard ; les députés bourgeois qui ont réussi à passer les lignes font comme s'ils constituaient en tant que tels le parlement légitime ; les ministères et les grandes administrations sont reconstitués sur place. Créé dans l'urgence, le Sénat de Vaasa affirme rapidement son autorité car il jouit de l'appui des classes moyennes et supérieures, de la paysannerie propriétaire, de la police, de la plupart des officiers et sous-officiers de carrière, du corps enseignant, d'une majorité de fonctionnaires ainsi que des diplomates en poste. En se présentant dans sa propagande comme le libérateur du pays, il parvient aussi à séduire, dans les bastions du conservatisme ou de l'agrarisme, une partie des couches populaires. Sur le plan économique, les dirigeants blancs obtiennent sans difficulté la collaboration des chefs d'entreprises et des propriétaires terriens. Par contre, ils échouent eux aussi dans le domaine de l'approvisionnement, les problèmes restant cependant moins aigus que dans la zone sous contrôle rouge, du fait du moindre nombre de citadins et de plus faibles densités rurales. Mais la priorité absolue donnée aux combattants entraîne des pénuries supplémentaires pour les civils. De plus, les citoyens les plus pauvres, déjà victimes du chômage, souffrent plus que d'autres de la disette car le système de répartition reste inégalitaire. Ceci explique en partie la facilité avec laquelle l'armée blanche impose la conscription, y compris dans les communes où l'influence rouge reste forte : en y entrant, on peut manger à sa fin²⁵. Mais au-delà de la façade légaliste, se profilent des tendances autoritaires mal refoulées. Celles-ci sont visibles dans la manière dont il prend le contrôle, en moins de deux semaines, de toute la Finlande centrale et septentrionale à partir des principaux points d'appui des gardes blanches en Ostrobotnie et en Carélie ; il emprisonne les gardes rouges même lorsqu'ils se rendent sans résistance, voire les élimine quand ils décident de résister, comme à Varkaus²⁶. Il désarme sans ménagements des garnisons russes isolées et démoralisées. Les militants de gauche sont placés en détention, avec quelques « bavures » à la clé ; la censure est établie. Les blancs déploient par ailleurs une intense activité diplomatique en direction du Reich, qui symbolise tout ce que les démocrates de l'époque détestent. Grâce à des contacts privés, le Sénat de Svinhufvud envisage dès décembre 1917 de demander au gouvernement du Kaiser une aide militaire, mais il y renonce en raison de désaccords internes. Lors des négociations de Brest-Litovsk, des émissaires demandent par contre aux négociateurs allemands de leur garantir Petsamo et la Carélie orientale. Ceux-ci leur signifient un refus. Le 14 février, un nouveau pas est franchi : les deux envoyés de Vaasa en Allemagne, Edvard Hjelt et Rafael Erich, obtiennent de leur propre chef une aide militaire de Berlin. Mannerheim, furieux, menace de démissionner. Les sénateurs ont eux-mêmes la mauvaise surprise de constater que cette aide est accompagnée d'un traité désavantageux livrant le pays à l'emprise économique et militaire de l'Allemagne. La Finlande est pour ainsi dire réduite au statut d'État vassal. Malgré les remous provoqués, Svinhufvud accepte néanmoins de parapher ces conditions léonines lors d'une visite éclair à Berlin, fin février. Après plusieurs semaines de palabres, Mannerheim se rallie fin mars à cette option, après que ses troupes ont fait la différence décisive à Tampere. Il ne présente aucune objection donc au débarquement des hommes de Rüdiger von der Goltz le 3 avril à Hanko (Hangö), au sud-ouest

²⁵ On peut trouver de nombreux témoignages allant dans ce sens dans *Suomen vapaussodan itsenäisyysarkisto* (Fonds indépendance de la Guerre de libération finlandaise) 603: 30 des ARCHIVES NATIONALES FINLANDAISES (KANSALLISARKISTO). Ce fonds contient plusieurs centaines de témoignages recueillis auprès d'anciens combattants blancs en 1934 pour la deuxième version du livre de J.O. HANNULA, *Suomen vapaussota vuonna 1918*, 6 vol., Keuruu, Otava, 1^{ère} édition 1921-1925.

²⁶ Hannu SOIKKANEN, *Varkauden historia (Histoire de Varkaus)*, chap. consacré à la période 1917-1918 ; Jussi T. LAPPALAINEN, *Punakaartin...*, *op. cit.* ; Heikki YLIKANGAS, *Tie Tampereelle (La route vers Tampere)*, chap VIII, pp. 471-487.

d'Helsinki. Cette orientation nettement germanophile n'empêche cependant pas les blancs de maintenir des contacts avec les Britanniques (mission de Rudolf Holsti), les Français et les Américains qu'ils convainquent de couper tout lien avec les rouges²⁷. Bien que se désignant comme le successeur légitime des anciennes institutions, le gouvernement de Vaasa n'est donc pas aussi modéré qu'il ne voudrait le faire croire à l'extérieur. Sympathisant de la cause des empires centraux, hostile au changement, brutal à l'égard de ses opposants même désarmés, il est en mesure de vite dérapier vers la violence. Sur ce point, il n'a rien à envier à son adversaire. Nous pouvons même affirmer qu'il est d'autant plus enclin à recourir à la force que ses partisans, indignés de voir que les petits et les sans grades osent se rebeller contre les autorités traditionnelles, le poussent à la plus extrême sévérité, quitte à exécuter eux-mêmes les basses œuvres sans crainte d'être vraiment inquiétés.

4. ANALYSER EQUITABLEMENT LES ACTES DE VIOLENCE

Il ne s'agit pas ici de faire un simple décompte du nombre de victimes tombées de part et d'autre, mais de comprendre les logiques de violence à l'œuvre dans l'un ou l'autre camp. Il est nécessaire également de bien saisir les structures différentes des deux armées pour ne pas se contenter d'une simple juxtaposition d'arguments.

Les Gardes ouvrières locales comprennent à la mi-janvier 1918 environ 30 000 membres, organisés en compagnies et commandés par des « officiers » élus. Un brusque afflux de volontaires fin janvier – début février les fait monter à plus de 40 000 hommes qui forment l'ossature d'une sorte d'armée rouge qui prend encore davantage de consistance lorsque la conscription obligatoire est établie dans les zones contrôlées par la Délégation du Peuple. Les 40 000 militaires russes encore présents fin janvier sur le sol finlandais sont présentés par la propagande blanche comme les alliés naturels des Gardes rouges. Cette thèse n'est pas sérieuse. Certes, des officiers russes ont participé aux opérations du front nord-ouest dans les premiers jours de la guerre civile et 2000 à 4000 soldats se sont engagés comme volontaires aux côtés des Gardes rouges, soit une minorité de 5% à 10% du total. D'ailleurs, les garnisons russes, présentées par la propagande blanche comme un danger majeur pour l'indépendance du pays, déposent le plus souvent les armes après une faible résistance. En outre, le gouvernement bolchevique, bien qu'il ait encouragé le SDP à faire la révolution, ne lui apporte qu'une aide minimale : quelques milliers de fusils arrivés en retard, un train blindé, de rares pièces d'artillerie, un peu de grain, une aide diplomatique en pointillés... Pas de quoi, en un mot, gagner une guerre civile. Après le traité de Brest-Litovsk, cette aide devient même pratiquement nulle, du fait des engagements pris avec l'Allemagne. La combativité de cette troupe d'amateurs est variable. Certaines unités cependant ont beaucoup d'allant, en particulier les jeunes sportifs des clubs ouvriers, formant les bataillons de choc sur le front. Bien que manquant de pratique, certains chefs montrent un certain talent d'adaptation. Les officiers russes ou les militants estoniens membres de l'état-major apportent également de l'expérience. En outre, au fur et à mesure des combats, les hommes emmagasinent un certain savoir-faire : les Allemands qui débarquent entre Helsinki et Kotka sont surpris par la résistance offerte par leurs adversaires et doivent en partie rebrousser chemin. Cela dit, il faut reconnaître que les traits négatifs l'emportent. L'armement des Gardes rouges est généralement sommaire et leur sens de

²⁷ Juhani PAASIVIRTA, *Suomi ja Eurooppa 1914-1939 (La Finlande et l'Europe 1914-1939)*, Helsinki, Kirjayhtymä, 1984 ; Hannu RAUTKALLIO, *Kaupantekoa Suomen itsenäisyydellä. Saksan sodanpäämäärät Suomessa 1917-1918 (Maquignonnage sur le dos de la Finlande indépendante. Les buts de guerre allemands en Finlande 1917-1918)*, Helsinki, WSOY, 1977, pp. 157-187.

la discipline aléatoire. Les hommes ont du mal à rester loin de leurs bases plusieurs semaines et il est difficile de les faire participer à des opérations d'envergure car ils ont l'habitude d'agir tout au plus à l'échelle d'un bataillon. L'encadrement est très inégal. Seule une minorité des responsables a une véritable formation militaire. En outre, l'état-major change trop souvent de responsables. Le problème essentiel reste en réalité l'insuffisance des liaisons entre le commandement central et les unités de combat qui dénote un vrai manque de professionnalisme²⁸. Ces tares sont un handicap dans une guerre classique menée sur un front de plusieurs centaines de kilomètres ; mais elles représentent aussi un risque en matière de dérapages violents : certains éléments, peu habitués à l'obéissance et n'ayant qu'une conscience politique fragile, ont la possibilité de se livrer au pillage ou à des exécutions sommaires en l'absence d'un commandement ferme et expérimenté. À partir de la fin mars, quand la défaite se dessine, la discipline se relâche presque totalement et une partie de la troupe, apeurée et livrée à elle-même, s'en prend sans discernement à tout ce qui représente à ses yeux l'ennemi, au grand dam d'ailleurs d'une partie de l'encadrement, désormais dépassé.

Côté blanc, il y a au départ environ 34 000 membres des Gardes civiques auxquels se joignent quelques centaines de chasseurs (*jääkärit*) revenus d'Allemagne, soit un chiffre légèrement supérieur à celui des Gardes rouges. Comme leurs adversaires, il s'agit pour l'essentiel de volontaires et non de professionnels. Mais le nombre des combattants augmente très rapidement car, dans la zone qu'il contrôle, le Sénat de Vaasa instaure d'emblée la conscription obligatoire²⁹. Bien que les vainqueurs aient par la suite minimisé l'apport étranger, il est avéré que plusieurs milliers de volontaires suédois ou plus largement scandinaves ont rejoint leurs rangs ainsi que des Russes blancs en plus petit nombre. Rappelons aussi que l'encadrement militaire est en grande partie fourni par d'anciens officiers (fidèles) du tsar. Dans les premiers temps, les blancs ne disposent pas d'un armement suffisant. C'est pour cette raison que Mannerheim juge important de s'emparer des casernes russes pour le compléter. Les victoires remportées à partir de la mi-mars sur les rouges ainsi que l'aide allemande permettent également d'enrichir leur arsenal. L'avantage principal sur les Gardes rouges est cependant que l'armée blanche soit commandée par d'authentiques professionnels, parfois doués pour l'art militaire ; de surcroît, la plupart des officiers supérieurs ont connu les batailles de la Première Guerre mondiale. Dans le cadre d'une discipline classique, la transmission des ordres est donc plus efficace car plus rapide et moins contestée. Elle est consolidée aussi par un fait souvent méconnu, mais important : la présence d'instructeurs « idéologiques » au front, chargés de ramener dans le droit chemin les éléments les moins sûrs. Une chose est donc certaine : quand il y a violence, elle n'est pas due aux dérapages d'hommes livrés à eux-mêmes, mais elle est tolérée par les officiers présents sur le terrain, quand elle n'est pas commandée par eux. En effet, les exécutions sommaires, fréquentes sur le front³⁰, ne peuvent échapper à la vigilance du commandement. Il s'agit donc d'une violence assumée et contrôlée.

²⁸ De bonnes analyses sur la valeur combative des gardes rouges dans Heikki YLIKANGAS, *Tie...*, op. cit., chap I,3 et III,3 ainsi que Jussi LAPPALAINEN, *Punakaartin...*, op. cit., tome 1, pp. 119-227. Dans les sources primaires, d'excellentes illustrations dans les fonds *Vapaussodan arkisto* (Archives de la Guerre de Libération) des ARCHIVES NATIONALES FINLANDAISES (KANSALLISARKISTO), *Punakaartien asiakirjoja* (documents concernant les gardes rouges), en particulier ceux de l'état-major (*Yleisesikunta*), cartons 29 aa, 29 ab, 29 b.

²⁹ ARCHIVES NATIONALES FINLANDAISES (KANSALLISARKISTO), *Suomen vapaussodan itsenäisyysarkisto* (Fonds indépendance de la Guerre de libération finlandaise) 603: 30, carton 5 *muistelmia* (souvenirs), n° 80 et n° 82.

³⁰ *Ibidem*.

Durant les combats proprement dits de la guerre civile, sont tombés, d'après les derniers travaux³¹, 9403 hommes auxquels il faut ajouter près de 20 000 blessés dont certains meurent dans les mois ou les années suivants. Dans ce total, sont recensés 5199 rouges contre seulement 3414 blancs, les 790 restant n'étant attribuables en principe à aucun des deux camps. Cette différence s'explique en partie par les conditions de la retraite d'avril 1918. On peut également penser que l'expérience inférieure des commandants de compagnie a pu provoquer aussi des morts inutiles côté rouge. Mais d'après les archives que nous avons pu consulter³², il semble probable que les troupes blanches ont eu généralement la main plus lourde que les rouges dans les opérations de nettoyage. Il conviendrait toutefois de pouvoir mener une étude plus approfondie sur ce thème pour en être absolument certain. Quoi qu'il en soit, la proportion de morts au combat est très élevée. Elle représente du côté rouge un sixième des troupes engagées fin janvier et du côté blanc près de dix pour cent. Ramené au total des soldats engagés par la suite, ce pourcentage est moins effrayant, mais il témoigne tout de même de la détermination des troupes de part et d'autre. Ce n'est pas une surprise car, en général, les guerres civiles sont les plus acharnées et les plus cruelles de toutes. À vrai dire, de part et d'autre, les responsables politiques et militaires sont assez conscients du drame qui se déroule devant eux

Mais c'est le total des morts de la terreur, qui interpelle le plus. Dans les années 1960, Jaakko Paavolainen avait estimé à 1650 le nombre de personnes victimes des rouges (dont quelques centaines de simples civils) et à 8400 celui des personnes victimes des blancs. Il ajoutait à ces chiffres déjà effrayants 1600 disparus, la plupart gardes rouges ; or, ces hommes et ces femmes n'avaient pas tous fui à l'étranger, ce qui laisse deviner le triste sort qu'ils avaient vraisemblablement subi³³. Aujourd'hui, les historiens finlandais sont parvenus au total, légèrement inférieur, de 9720 personnes fusillées, abattues ou assassinées, dont 7370 rouges, 1424 blancs et 926 sans appartenance politique affirmée (en majorité des innocents tombés au cours de la répression contre les rouges) ; mais il conviendrait sans doute d'y ajouter une partie des 2193 disparus, pour l'essentiel des rouges (seulement 46 blancs)³⁴. Dès le départ, les responsables politiques et militaires des deux camps sont conscients que les débordements risquent à terme de poser problème. La Délégation du Peuple est d'abord impuissante face aux exactions de certains gardes rouges qui s'en prennent ici ou là, dans les premières semaines du conflit, à des pasteurs, des maîtres d'école, des propriétaires terriens ou, tout simplement, des gardes civiques en fuite vers le Nord. Néanmoins, à la mi-février, elle condamne fermement, par la plume de Kuusinen, les « *cruautés inutiles* » (circulaire *Julmuksia vastaan* – Contre les cruautés –) et prend des mesures qui gardent une certaine efficacité jusqu'à la fin mars. Mais en avril, dans leur retraite, certaines unités commettent à nouveau des actes de vengeance gratuits dont s'empare la propagande blanche pour justifier sa propre dureté. Il faut dire, à la décharge des dirigeants rouges, que les « colonnes volantes », rendues furieuses par la défaite, deviennent incontrôlables. L'état-major des

³¹ *Suomen sotaturmat 1914-1922*, site internet (en finnois, suédois et anglais), rubrique « *Vuoden 1918 sotaturmat kuolintavan ja osapuolen mukaan* » (Les victimes de l'année 1918 classées selon les types de décès et le camp auquel ils appartenaient). C'est beaucoup plus que les 3600 rouges et 3100 blancs recensés en son temps par Jaakko PAAVOLAINEN, *Poliittiset väkivaltaisuuudet Suomessa 1918* (Les violences politiques en Finlande en 1918), Tammi, Helsinki, 1966. Tome 1 : *Punainen terrori* (La terreur rouge), tome 2 : *Valkoinen terrori* (La terreur blanche).

³² Voir notes 25 et 29.

³³ Jaakko PAAVOLAINEN, *Poliittiset...*, t. 2, op. cit.

³⁴ *Suomen sotaturmat 1914-1922*, source citée note 31.

blancs est lui aussi au courant de la sauvagerie de ses troupes sur le terrain. Il doit rédiger une circulaire interdisant les exécutions sommaires dès la fin février. Mais comme elle n'est jamais vraiment respectée, il est contraint de renouveler son injonction, cette fois de manière plus ferme, le 28 mai, alors que dans la foulée de leur victoire, les guerriers blancs assassinent par milliers, pêle-mêle, combattants pris les armes à la main et civils qu'ils jugent « dangereux ». Il faut dire que Mannerheim et son état-major n'ont plus le choix : un réel émoi commence à se dessiner dans l'opinion, y compris à l'étranger, face à ces actes de vengeance. Il y a aussi la crainte, dans une conjoncture encore incertaine, de voir se reconstituer une opposition résolue et, qui sait, germer un nouveau soulèvement. La date pour le moins tardive de la seconde mise en garde laisse toutefois penser que les responsables des gardes civiques et de l'armée blanche ont en partie fermé les yeux sur les exactions commises, qu'ils jugeaient sans doute inévitables³⁵... La comparaison des chiffres permet au demeurant d'observer que les acteurs de la « guerre de libération » ont eu moins de scrupules à éliminer ceux qu'ils désignent comme les « ennemis de la patrie ». Même si les rouges ne sont nullement des modèles de vertu, force est de constater qu'ils ont eu plus de retenue lorsqu'ils ont tenu le manche.

Mais le pire survient avec l'enfermement, dans des camps de fortune, de plusieurs dizaines de milliers de rouges en l'attente de leur soi-disant procès. Selon Jaakko Paavolainen, il y a en effet, début mai 1918, 64 camps de concentration, *stricto sensu*, où sont entassés 81 000 prisonniers, répartis essentiellement au sud du pays. Ce chiffre absolument énorme (6% de la population adulte du pays) donne une idée de ce que les blancs sont prêts à faire pour éradiquer l'esprit révolutionnaire. Début juin 1918 est ensuite entamé un processus de regroupement : il n'y a plus désormais que 26 lieux de détention. Peu à peu la population carcérale commence à diminuer. En décembre 1918, beaucoup de camps sont démantelés et il ne reste plus que 6100 emprisonnés, considérés comme les plus dangereux. Fin 1921, seuls 900 prisonniers politiques demeurent en prison³⁶. Entre temps, de nombreux détenus sont morts et le Tribunal pour les crimes contre l'État (*Valtiorikosoikeus*) institué dans les premières semaines de juin a requis des peines parfois lourdes contre plusieurs milliers d'autres. Les enquêtes récentes estiment qu'au total 13446 personnes sont mortes dans les camps dont 11652 rouges, quatre blancs et 1790 éléments sans appartenance politique ; il faut y ajouter 613 personnes sorties malades de leur détention et mortes dans les trois années suivantes. Le bilan est atroce. Les pertes étaient d'ailleurs prévisibles. Dans un pays taraudé par la disette, où l'on manque de médicaments et de médecins, entasser 80 000 personnes dans des baraquements de fortune, c'est en envoyer sciemment un bon nombre à la mort. Les rations alimentaires sont trop faibles, l'hygiène déplorable et le moral des prisonniers en berne. De quoi offrir aux épidémies le terrain le plus favorable. Dans certains camps, comme celui de Tammisaari, on dépasse 25% de pertes. Il n'y a pas de travail forcé ou de mauvais traitements systématiques. Certains gardiens sont même désolés de voir ce spectacle et s'indignent du comportement brutal de l'inévitable proportion de brutes et d'ivrognes pervers qu'il y a parmi eux. Le gouvernement et l'armée comprennent d'ailleurs assez vite qu'il faut éviter le scandale, surtout au début de l'automne, quand l'allié allemand commence à sombrer. Une des

³⁵ C'est une idée que défendait déjà Jean-Jacques FOL dans sa thèse, *Accession de la Finlande à l'indépendance, 1917-1919*, Lille, 1977. Anthony UPTON, *Vallankumous...*, *op. cit.*, ne la dément pas.

³⁶ Jaakko PAAVOLAINEN, *Vankileirit Suomessa 1918 (Les camps de prisonniers en Finlande en 1918)*, Helsinki, Tammi, 1971 ; plus récemment, Tuulikki PEKKALAINEN & Seppo RUSTANIUS, *Punavankileirit 1918. Suomen murhenäytelmä (Les camps de prisonniers rouges en 1918. Une scène de désolation finlandaise)*, Helsinki, Tammi, 2008.

solutions au problème est de pousser l'activité du Tribunal pour les crimes contre l'État, afin de sortir du dispositif les éléments les moins « coupables ». On mobilise donc tout ce que la Finlande compte d'hommes de loi afin d'instruire 75 500 affaires ! On conclut à 67 800 culpabilités parmi lesquelles 65,5 % doivent aboutir à moins de trois ans d'emprisonnement. 555 condamnations à mort seulement sont prononcées, le reste étant constitué pour l'essentiel par des peines de trois à six ans d'emprisonnement. 1100 mineurs de moins de quinze ans font partie des condamnés. Mais comme il est irréaliste de maintenir des peines de prison dans un pays appauvri où il faudrait construire un gigantesque réseau d'établissements pénitentiaires et se priver durablement d'une main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie et l'artisanat, l'idée d'une amnistie commence à cheminer dans les têtes, précédée par la pratique assez massive des libérations conditionnelles. Le 30 octobre 1918, alors que la révolte commence à poindre dans les rues des villes allemandes, on prononce 10 000 grâces, suivies par 6500 le jour de la première commémoration de l'Indépendance (6 décembre). Les élections de mars 1919 ayant ramené encore 80 députés sociaux-démocrates au Parlement (sur 200), pas tous « assagis » au demeurant, le vote d'une loi d'amnistie devient une priorité politique, du moins pour ceux des élus « bourgeois » qui ont le sens le plus aigu de l'État. En juin, un premier texte provisoire est adopté, suivi en janvier 1920 d'une vraie loi d'amnistie redonnant à 40 000 condamnés leurs droits civiques sous certaines conditions. Il n'y a plus alors que 1500 prisonniers politiques. En outre, seules 268 exécutions capitales sont appliquées sur les 555 prévues. C'est à ce prix que les vainqueurs achètent la paix civile³⁷.

Une attitude qui consisterait à renvoyer dos à dos les protagonistes sous le seul prétexte qu'il faut être deux pour mener une guerre civile ne nous semble donc pas sérieuse, et encore moins « objective ». Force est de souligner que si les gardes rouges ont commis des violences tant sur le front qu'à l'arrière, ils n'ont pas été encouragés en ce sens par leur hiérarchie, sauf exception concernant certains individus comme le célèbre Heikki Kaljunen³⁸ ; le plus souvent, ce sont des escouades ou des individus agissant sans ordres précis, voire de leur propre chef, qui ont abattu des fuyards ou des civils sans défense. L'inorganisation relative de l'armée rouge est en partie responsable de cet état de fait, mais il est important également de rappeler que les violences rouges sont concentrées pour l'essentiel sur des périodes très précises et qu'elles ont pratiquement cessé pendant plus d'un mois. À l'inverse, et bien que beaucoup organisée et disciplinée, l'armée blanche s'est rendue coupable en continuité de violences graves. On a même la désagréable impression que les chefs ont surtout cherché à se couvrir après coup lorsqu'ils ont envoyé des directives de modération. Chez les vainqueurs, il a été souvent considéré comme normal de massacrer les vaincus au nom de la Patrie et même de la « morale ». Cela est d'autant plus choquant que les guerriers blancs se sont toujours présentés comme les défenseurs de la religion et du droit. Ruse de l'histoire ?

³⁷ Sur les problèmes posés par cette « justice expéditive », Jukka KEKKONEN, *Laillisuuden haaksirikko. Rikosoikeudenkäyttö Suomessa 1918 (Le naufrage de la légalité. La pratique des tribunaux criminel dans la Finlande de 1918)*, Helsinki, 1991 ; Antero JYRÄNKI, *Kansa kahtia, henki halpaa. Oikeus sisällissodassa Suomessa ? (Peuple coupé en deux, état d'esprit de peu. Et le droit dans la Finlande en guerre civile ?)* Helsinki, Art House, 2014 – l'auteur est l'ancien dirigeant de la chancellerie présidentielle entre 1970 et 1973 ainsi que professeur de droit - ; Olli KORJUS, *Kuusi kuolemaan tuomittua (Six condamnés à mort)*, Jyväskylä, Atena, 2014.

³⁸ Curieusement, Heikki Kaljunen, commandant du front est en Carélie, n'a pas fait l'objet d'une biographie approfondie. Les sources le concernant sont assez rares et le plus souvent polémiques, en particulier celles de la police politique d'État (*Valpo*), ARCHIVES NATIONALES FINLANDAISES (*KANSALLISARKISTO*), EK-VALPO HM 1074. J'ai évoqué son action fin 1917-début 1918 dans mon ouvrage sur Kuusinen, *La fabrique..., op. cit.*, tome 2, chap. X et XI.

5. NE PAS SOMBREZ DANS LES PIÈGES DE LA MÉMOIRE

La mémoire des vainqueurs se construit après 1918 autour d'une vision manichéenne de la guerre civile et des événements qui l'ont précédée³⁹. Il s'agit de démontrer que les « rouges » sont des traîtres à la cause nationale et que le combat contre les révolutionnaires a représenté une lutte de libération (le Bien) contre l'oppression étrangère (le Mal). Le vrai patriotisme a ses héros privilégiés : les jeunes gens qui se sont engagés dès 1915 dans un bataillon de chasseurs (*Jäger*) de l'armée allemande (en finnois *jääkärit*) et ont contribué à la victoire sur l'ennemi, qu'il soit russe ou finlandais rouge ; les Gardes civiques et l'organisation féminine Lotta Svärd, qui prennent symboliquement le relais de l'armée blanche de 1918, figurent aussi au tableau d'honneur. Cette version très librement inspirée des faits⁴⁰ présente des nuances liées à la plus ou moins grande modération de ceux qui la colportent. Toujours est-il que les officiels l'utilisent *urbi et orbi* en tentant d'empêcher l'expression d'une mémoire concurrente jusqu'en 1944. Enseignée de l'école primaire à l'université et visant à renforcer le sentiment unitaire de la jeune nation, cette doxa a naturellement influencé le regard que les générations suivantes ont porté sur les événements de 1917-1918. Colportée à l'étranger par les diplomates finlandais, elle l'est aussi par toute une série de visiteurs, de journalistes et d'intellectuels, parfois stipendiés, qui s'empressent, en toute ignorance ou sans vergogne, de développer le mythe d'un petit pays sympathique devenu la citadelle avancée du monde occidental face à l'ogre soviétique⁴¹. Dans le monde francophone, une personnalité très connue dans l'entre-deux-guerres contribue à populariser cette thèse : Jean-Louis Perret. Ce citoyen suisse, familier de l'ambassade de France, lecteur de français à l'université de Helsinki, traducteur émérite d'œuvres littéraires et historien à ses heures, convainc des milliers de lecteurs que la version officielle de la guerre civile et de ses suites est vérité d'Évangile⁴². Dès l'origine, les vaincus réagissent contre cette confiscation de la mémoire. Les organisations ouvrières tentent d'entretenir le souvenir de leurs morts en luttant pied à pied avec la police et l'administration. Après la défaite de 1944, elles obtiennent définitivement le droit d'honorer leurs morts ; dans les années 1970, certaines familles de victimes reçoivent enfin une réparation matérielle pour le mal qui leur a été fait⁴³. Cette mémoire concurrente gagne aussi en influence au sein

³⁹ Aapo ROSELIUS, *Isänmaallinen ...*, op. cit.

⁴⁰ Nous avons tenté de le montrer en tout cas dans deux articles en français : « La révolution finlandaise de 1918 », *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 23, 2004, pp. 53-72 ; « Première Guerre mondiale et identité nationale en Finlande », in François BOULOC, Rémy CAZALS et André LOEZ (dir.), *Identités troublées 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Toulouse, Privat, 2011, pp. 299-312.

⁴¹ Jean-Nicolas BUATOIS, *La guerre civile de Finlande et sa réception en France*, mémoire de maîtrise 1^{ère} année, Université de Bourgogne, 2006.

⁴² Alexandre PINEAU, *Les représentations de Mannerheim en France de la Première Guerre mondiale à nos jours : de l'instrumentalisation au mythe*, mémoire de maîtrise 1^{ère} année, Université de Bourgogne, 2006 ; Alexandre PINEAU, *Jean-Louis Perret, un lettré suisse au service de la diplomatie finlandaise : 1919-1945*, mémoire de maîtrise 2^{ème} année, septembre 2007. Des éléments aussi dans Louis CLERC, *La Finlande dans la diplomatie française : représentations, forces organisationnelles et intérêt national dans les considérations finlandaises des diplomates et des militaires français 1918-1940*, thèse soutenue le 15 juin 2007 à l'Université de Strasbourg III. Perret a fait aussi l'objet d'une thèse soutenue à Helsinki en avril 2014 par Elina SEPPÄLÄ, *Ranskalainen Eurooppa ja suomalainen Suomi : Jean-Louis Perret kulttuurinvälittäjänä ja verkoistoitujana (Europe française et Finlande finlandaise : Jean-Louis Perret passeur culturel et homme de réseaux)*.

⁴³ Tauno SAARELA, " Luokkataistelua hautausmaalla " (Lutte de classe au cimetière), *Ajankohta-Poliittisen historian vuosikirja 1992*, Helsinki, pp. 103-112 ; Riita KORMANO, " Punaisten hautamuistomerkit – vaiettu kiviä " (Les

de la jeune génération intellectuelle des années 1960-1970 tandis que le roman de Väinö Linna, *Ici sous l'Étoile polaire*, contribue à écorner auprès du grand public l'image construite par les vainqueurs en réhabilitant moralement les vaincus⁴⁴. Le mouvement est suffisamment fort pour imposer aux plus hautes autorités civiles et religieuses, une réadaptation de leur message. Elles s'orientent dès lors vers une version œcuménique et lénifiante de la guerre civile. Le président Kekkonen en personne se rend même à Lahti le 28 mai 1978 à l'inauguration du grand monument dédié aux combattants rouges⁴⁵, lui l'ancien étudiant ultranationaliste du début des années 1920 ; son but : montrer que le passé serait mort et que le pays est désormais apaisé et uni. Cette nouvelle mémoire officielle, tout en continuant à magnifier le combat pour l'indépendance nationale, reconnaît aux rouges le statut de victimes, du moins dans certaines limites. Sans aller jusqu'à une autocritique pouvant lui aliéner le camp conservateur, elle reconnaît en partie les souffrances et les injustices subies. Cet humanitarisme tardif a l'avantage de ne pas remettre en cause le dogme de l'unité nationale ; il laisse aussi en suspens la question de la responsabilité de l'État finlandais dans la répression. En fait, avec la disparition des derniers combattants et l'affaiblissement du mouvement ouvrier dans les années 1980-1990, cette repentance à demi avouée et cette dépolitisation rampante de la question semblent satisfaire une majorité de l'opinion publique, peu au fait des événements et comprenant mal la radicalité des oppositions de l'époque. Cela dit, pour une majorité de Finlandais, la guerre civile est certes un épisode malheureux, mais il a abouti au départ des Russes. Il demeure donc dans son esprit une forme de xénophobie et une réticence à analyser le nationalisme de l'époque en termes de classe. La plupart des gens préfèrent se contenter d'explications superficielles sur la soi-disant « culture de violence » et les « excès » commis par les uns et les autres.

La levée partielle du couvercle mémoriel a quelque peu libéré la recherche scientifique sur la guerre civile. Affranchis de la pression des autorités, sociologues⁴⁶ et historiens⁴⁷ ont entamé un travail de fond. Ils ont ainsi prolongé les études pionnières réalisées par Jaakko Pavolainen⁴⁸ et quelques spécialistes étrangers⁴⁹. Dans un premier temps, les faits ont été précisés et les analyses sont devenues moins manichéennes. Des études sur la mémoire partisane sont apparues ensuite dans les années

stèles tombales des rouges – des pierres ignorées), *Taidehistoriallisia tutkimuksia (Études d'histoire de l'Art)* n°23, Helsinki, Taidehistorian seura, 2001 ; Maurice CARREZ, " Les lieux de massacre des vaincus de la guerre civile finlandaise : un enjeu de mémoire sans cesse renouvelé ", in François-Xavier NÉRARD et David EL KENZ (dir.), *Les lieux de mémoire victimaires en Europe XVI^e - XXI^e siècle*, Paris, Champ Vallon, 2011, pp. 163-182.

⁴⁴ Väinö LINNA, *Pohjantähden alla* ; il en existe une traduction française de Jean-Jacques Fol, parue chez Laffont, mais qui ne porte que sur deux des trois volumes.

⁴⁵ ARCHIVES DU PEUPLE (*KANSANARKISTO*), photo n°105505, 28 mai 1978 où l'on voit le président de la République finlandaise féliciter le concepteur du monument, le sculpteur Erkki Kannosto.

⁴⁶ Par exemple Risto ALAPURO, *State and Revolution in Finland*, Berkeley, University of California Press, 1988 ; *Suomen synty paikallisena ilmiönä 1890-1933 (La naissance de la Finlande comme phénomène local 1890-1933)*, Helsinki, Hanki ja jää, 1994.

⁴⁷ Entre autres, Eino KETOLA, *Kansalliseen ..., op. cit.* ; Heikki YLIKANGAS, *Tie ..., op. cit.* ; Pertti HAAPALA & Tuomas HOPPU (dir.), *Suomen sisällissodan ..., op. cit.* ; Marko TIKKA, *Terrorin aika. Suomen levottomat vuodet 1917-1921 (Le temps de la terreur. Les années d'agitation en Finlande 1917-1921)*, Jyväskylä, Gummerus, 2008 ;

⁴⁸ Jaakko PAAVOLAINEN, *op. cit.*, voir supra.

⁴⁹ Jean-Jacques FOL, *op. cit.* ; Anthony UPTON, *op. cit.* ; Viktor HOLODKOVSKI, *Suomen työväen vallankumous 1918 (La révolution ouvrière finlandaise de 1918)*, Moscou, Éditions du Progrès, 1978.

1990⁵⁰. Depuis quelques temps, les ouvrages critiques concernant la répression blanche de 1918 se multiplient⁵¹, signe d'une lucidité croissante par rapport à la gravité des faits. Cet effort est encourageant, en particulier au sein de la jeune génération de chercheurs, troublée par la sauvagerie qu'elles découvrent dans les sources. Mais il demande à être poursuivi car deux obstacles continuent à se dresser sur la route de la connaissance : la posture du savant au-dessus de la mêlée, commode pour l'ego mais désastreuse d'un point de vue analytique, ainsi que le refus implicite de mettre en perspective les enjeux politiques de la question. Dans le premier cas, le renvoi dos à dos des adversaires empêche de voir les ressorts fondamentaux de la vengeance exercée par les vainqueurs qui n'est pas d'ordre pathologique, mais obéit à une logique de peur et à la volonté de rétablir à tout prix l'autorité des élites traditionnelles. Dans le second cas, il y a une forme d'aveuglement non seulement face à la responsabilité des conservateurs dans l'éclatement de la crise de 1917, longtemps attribuée par paresse intellectuelle à des causes purement exogènes (le chaos russe, les intrigues bolcheviques etc.) ou à « l'irresponsabilité » des dirigeants sociaux-démocrates, mais aussi face aux enjeux démocratiques du soulèvement. En effet, la question n'était pas de savoir si la Finlande serait ou non indépendante (c'est une imposture intellectuelle), ou bien si son territoire serait ou non agrandi (les deux camps ne divergeaient que sur les moyens de parvenir à une extension) ; elle était de déterminer si le régime serait autoritaire, avec une liberté surveillée du puissant mouvement ouvrier finlandais, ou bien authentiquement démocratique, avec un lien clairement établi entre droits politiques et droits sociaux. Plus que les débats internes au camp des vainqueurs, c'est la défaite imprévue de l'Allemagne qui entraîna une partie des dirigeants blancs à se démarquer des éléments les plus réactionnaires. Au demeurant, la guerre civile avait développé chez beaucoup d'acteurs un penchant pour les attitudes martiales, ceci quelles que soient les factions concernées. L'oublier est une erreur d'appréciation supplémentaire. Le rôle du chercheur, ici, n'est donc pas de se réfugier derrière une pseudo-neutralité ou de s'enrôler aveuglément dans son camp préféré ; il est de poser les bonnes questions, quitte à fâcher certains. Et les bonnes questions d'aujourd'hui sont de savoir quel sens on veut donner à la démocratie, au droit et à la justice sociale. Or, dans ces domaines, toutes les réponses ne se valent pas (n'en déplaisent aux relativistes forcés) et le regard que l'on porte sur la guerre civile finlandaise dépend pour beaucoup de leur pertinence ...

6. CONCLUSION

La guerre civile finlandaise, épisode dramatique s'il en fut, n'est toujours pas à proprement parler un objet froid. Elle continue, en raison de sa violence et de son coût humain, à tarauder les consciences de nombreux Finlandais, qu'ils veuillent ou non l'avouer. Certes, les enjeux politiques actuels n'ont plus rien à voir avec ceux de jadis ; en outre, la société finlandaise n'est plus du tout celle d'il y a un siècle. Mais l'attitude des autorités pendant plusieurs décennies à l'égard des vaincus ainsi que le caractère tardif des premières recherches universitaires provoquent toujours une certaine gêne

⁵⁰ Ulla-Maija PELTONEN, *Punakapinan muistot. Tutkimus työväen muistelu-kerronnan muotoutumisesta vuoden 1918 jälkeen* (Les souvenirs du soulèvement rouge. Étude sur la formation du récit mémoriel ouvrier après 1918), Helsinki, SKS, 1997 ; Ulla-Maija PELTONEN, *Muistin paikat. Vuoden 1918 sisällissodan muistamisesta ja unohtamisesta* (Les lieux de mémoire. À propos du souvenir et de l'oubli de la guerre civile de 1918), Helsinki, SKS, 2003 ; Aapo ROSELIUS, *op. cit.*

⁵¹ Marko TIKKA, *Terrorin...*, *op. cit.* ; Jukka KEKKONEN, *Laillisuuden...*, *op. cit.* ; Antero JYRÄNKI, *Kansa...*, *op. cit.* ; Olli KORJUS, *Kuusi...*, *op. cit.*

chez nos contemporains ; aussi n'abordent-ils le problème qu'avec d'infinies précautions, comme s'ils redoutaient le feu de la polémique, voire le réveil des vieilles querelles. Ce sentiment perdure aussi bien dans l'historiographie que dans le discours officiel. Certains travaux récents rompent parfois avec cet embarras, mais en partie seulement ; il y a toujours une peur implicite d'être trop complaisant avec les rouges et trop sévère avec les blancs (la réciproque n'étant pas vraie). Or, si la prise de distance vis-à-vis de l'objet d'étude, est une nécessité, elle n'implique pas automatiquement un renvoi dos à dos des responsabilités, au nom d'une « objectivité » illusoire sinon dérisoire. En fait, le problème n'est pas de juger ou de réhabiliter tel ou tel camp, mais bien de donner un sens à l'événement afin qu'il devienne compréhensible par les gens d'aujourd'hui et réponde d'une certaine manière à leurs préoccupations. Il convient surtout d'éviter les confusions factuelles, les anachronismes et les idées toutes faites sur les enjeux de l'époque. Puisse cet article être une petite pierre sur ce long et périlleux chemin.